



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

ARRÊTÉ

**du 15 février 2024
portant mise en demeure
à la Société SEDE Environnement
pour son site Z.I. Europe à Cernay**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et, notamment, son article L. 171-8 ;

VU la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU la rubrique 2780-3-a de la nomenclature des ICPE ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013017-0018 du 17 janvier 2013 portant, au titre Ier du Livre V du code de l'environnement, autorisation à la société SEDE Environnement de poursuivre et de modifier les conditions d'exploitation sur sa plate-forme de compostage Alsace-Compost située sur la commune de Cernay ;

VU la visite d'inspection du site le 6 décembre 2023 ;

VU le rapport du 5 janvier 2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite du 6 décembre 2023 ;

Considérant que le V. l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé, prescrit
« - Les valeurs limites de rejets en NH_3 à 20 mg/Nm^3 et à 500 ouE/Nm^3 pour la concentration d'odeurs associée à une fréquence de surveillance semestrielle.
-un contrôle en H_2S semestriellement » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que les dernières mesures des effluents gazeux, sur l'ensemble des paramètres, datent du 28 octobre 2021, ce qui constitue un non-respect de la fréquence (semestrielle) fixée à l'annexe 3.3_V de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que les teneurs en NH_3 à la sortie des bio-filtre 1 et 3, relevées dans le rapport des dernières mesures du 28 octobre 2021, sont supérieures à la valeur limite fixée par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (respectivement $67,92 \text{ mg/Nm}^3$ et $50,66 \text{ mg/Nm}^3$) susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que les mesures de concentration d'odeur du 28 octobre 2021 sont supérieures à la valeur limite fixée par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (résultats compris entre 2090 uoE/m^3 et 6910 uoE/m^3 à la sortie des biofiltres 1 à 4) susvisé ;

Considérant les termes de l'article L. 171-8 du code de l'environnement « *I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine. »*

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1 :

La société **SEDE Environnement**, dont le siège social et l'exploitation sont implantées ZI de l'Europe à Cernay (68700), est mise en demeure, pour son exploitation relevant de la rubrique 2780-3-a et 3532 de la nomenclature des installations classées, de respecter les prescriptions précisées aux articles suivants, dans le délai qui y est indiqué.

Article 2 :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les prescriptions du V de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables

à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, susvisé :

<i>Paramètre</i>	<i>Valeur limite</i>	<i>Fréquence de surveillance</i>
<i>H2S</i>	<i>sans</i>	<i>semestrielle</i>
<i>NH3</i>	<i>20 mg/Nm3 (1)</i>	<i>Semestrielle (3)</i>
<i>Concentration d'odeurs</i>	<i>500 ouE/Nm3 (2)</i>	<i>Semestrielle (3)</i>

(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeurs.

(2) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH3 et de H2S.

(3) La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH3, soit celle prévue pour la concentration d'odeurs.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à **SEDE Environnement**.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

signé

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.